



LA CONSTRUCTION DE LA MÉMOIRE COLLECTIVE

Du franquisme à la démocratie

[José Vidal-Beneyto](#)

Presses Universitaires de France | « Diogène »

2003/1 n° 201 | pages 17 à 28

ISSN 0419-1633

ISBN 9782130536130

DOI 10.3917/dio.201.0017

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-diogene-2003-1-page-17.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA CONSTRUCTION DE LA MÉMOIRE COLLECTIVE DU FRANQUISME À LA DÉMOCRATIE

par

JOSÉ VIDAL-BENEYTO

Introduction théorique

La mémoire collective d'une communauté, d'une période de son histoire, ou d'un événement concret consiste dans l'ensemble des représentations majoritairement partagées par ceux qui créent cette histoire : des individus et des groupes. Ces représentations s'organisent autour d'un axe principal qui leur confère un sens leur permettant de fonctionner comme fondement de la communauté concernée. Cette condition fondatrice de la mémoire, sur laquelle a déjà insisté Maurice Halbwachs dans son œuvre pionnière *La Mémoire collective*¹, le fait de sauver le passé de l'oubli et de l'instituer comme référence de l'identité communautaire, transforme le rappel en un impératif de survie dont la condition éthique et la portée collective font du devoir de mémoire « une pratique nécessaire à toute affirmation d'appartenance à un groupe ».

Or, la mémoire collective n'est pas une production sociale spontanée, ni la conséquence hasardeuse d'une conjonction fortuite de facteurs divers, mais le résultat d'une série de pratiques sélectives, exercées de manière expresse et/ou implicite, par ceux à qui l'on reconnaît la légitimité de les réaliser : les protagonistes politiques et sociaux, les historiens, les analystes, etc. De ce fait, l'étude de la mémoire collective, comme le mentionne Jean Viard², ne consiste pas tant dans l'action de préciser et de vérifier les faits que la mémoire recueille « que dans l'exploration de la construction de ces mêmes faits, des éléments qui les composent et des modalités de leur organisation, car si la mémoire est sélective, cette sélectivité n'est pas due à des carences dans la mémorisation de leur orientation spécifique ». Pour Halbwachs, cette capacité d'orientation dérive de la vocation de symbolisation de la mémoire, qui ne retient des faits que ceux ayant une valeur de symboles, ou, selon Jean Viard, « ces faits qui sont porteurs des significations particulières que le groupe veut reconnaître comme lui

1. *La Mémoire collective*, Paris, PUF 1950.

2. « Contribution à l'actualisation de la notion de mémoire collective » dans Stéphane LAURENS et Nicolas ROUSSIAU (éds), *La Mémoire Sociale*, Presses Universitaires de Rennes 2002, p. 26 et 27.

appartenant en propre », c'est-à-dire qui définissent son identité collective.

Pour cette raison, un tel processus sélectif préfère les faits, les descriptions, les jugements et les acteurs sur lesquels s'appuient les représentations, qui en sont les composants les plus substantiels, la structure et la hiérarchie, en fonction des options et des intérêts de la classe dirigeante qui essaie de les imposer comme bases de son identité collective, comme matériaux de son existence commune. Parce que, comme le souligne avec perspicacité Alain Clémence³, les données, « avant même que d'être organisées par l'appareil cognitif, sont ce qu'elles sont en vertu du contexte intellectuel où elles émergent... et que de ce fait, celles auxquelles la mémoire à un accès direct sont les données qui correspondent à la pensée dominante... ». De telle sorte que mémoire, identité et domination constituent le noyau central d'un même univers.

Mais la mémoire collective ne « sert pas seulement à établir l'identité de chaque groupe, elle est l'instrument politique... qui contribue à fixer les relations de pouvoir entre eux⁴ ». D'où l'inévitable conflit entre les mémoires dans toutes les communautés, qui fait de l'excellente monographie de Rouso⁵ sur les « mémoires partisans », proliférant dans l'historiographie française depuis la Deuxième Guerre mondiale, un exemple instructif. Pour la prévalence définitive des unes sur les autres, le processus de leurs constructions respectives (avec la fonction que remplit, d'une part, la sélection/objectivation/symbolisation des faits et, d'autre part, la légitimation des discours de remémoration) est absolument déterminant. En particulier, en cas de recours à des instances de légitimation étrangères et extérieures au groupe même, comme nous le verrons dans l'analyse de notre cas.

La mémoire du passage à la démocratie

La mémoire collective de l'auto-transformation du franquisme en démocratie s'organise autour d'un événement, la *Cohabitation de Munich*, et d'un processus, la *Transition démocratique*. Les deux composantes ont en commun une même référence centrale : la légitimation de la monarchie comme seule possible forme politique de démocratie espagnole. Cette légitimation démocratique se pratique, dans les deux cas, de manière médiate et indirecte, c'est-à-dire non pas par l'exercice de la volonté populaire, mais grâce à une opération institutionnelle, dont le double but est d'instaurer une nouvelle légalité (légalité politique) et d'assurer la continuité

3. « Prises de position et dynamique de la pensée représentative : les apports de la mémoire collective ».

4. Jean VIARD, *op. cit.* p. 29.

5. H. ROUSSO, *Le syndrome de Vichy*, Paris, Le Seuil 1990.

de la structure sociale et du pouvoir franquistes. Il ne s'agit pas pour autant de faire l'historique de la substitution par le biais d'une rupture politico-sociale, ou même simplement politique, d'une autocratie d'origine militaire et d'allure pro-fasciste par une démocratie imposée grâce à l'action des forces démocratiques. Le propos de la construction de la mémoire est de démontrer au contraire qu'établir une authentique démocratie à travers une série de réformes du franquisme, puis par l'évolution propre de celui-ci, inspirée et dirigée par les groupes sociaux dominants qui en sont à la fois les appuis et les bénéficiaires, débouche, à moins de déviations imprévues, sur le régime démocratique.

Il est clair que cette évolution a besoin, pour être menée à terme, de se réaliser de connivence avec le pouvoir établi. Or, le tronc social de ce pouvoir dispose dans la monarchie de son expression symbolique optimale et son existence, de ce fait, est la garantie la plus sûre, que tout processus de changement intervenant dans le périmètre délimité par son champ d'exercice, correspondra toujours aux desseins de cette domination sociale. Parce qu'il n'est pas de référence, ni d'instrument plus efficaces que la monarchie pour appuyer et contrôler un changement politique, qui prétend en réalité confirmer l'ordre social et la structure de pouvoir de la société dont l'organisation politique se soumet au changement. De là le rôle qui lui est attribué, tant dans la construction de la mémoire de la Cohabitation que dans celle de la Transition. Un rôle s'appuyant sur une série d'éléments qui font partie de ce qui est réellement arrivé, et qui, en se servant des mécanismes d'objectivation, symbolisation et légitimation, auxquels nous venons de faire référence, sont magnifiés pour constituer, malgré leur caractère partiel et peu fréquent, l'unique réalité supportant la mémoire collective.

Dans le cadre de cet article, nous nous limiterons à l'examen détaillé de la construction de la mémoire de la *Cohabitation de Munich* en laissant de côté l'analyse complémentaire du discours de la Transition auquel nous ne nous référerons désormais que de manière accessoire et fonctionnelle. Nous commencerons par la narration, sous la forme la plus neutre et la plus consensuelle possible, de « ce qui s'est passé », pour présenter ensuite les faits et les arguments correspondant aux deux grandes options qui s'affrontent : celle qui nie toute signification et importance à Munich, que nous appelons *négationniste*, et celle qui considère que la Cohabitation – avec l'indissociable liaison de la démocratie à la Monarchie et son réformisme dans la continuité – est un repère capital qui marque de manière irréversible le cours de la transition démocratique. Nous désignerons cette deuxième option sous le qualificatif de *pro-démocratique*.

Analyse concrète de la mémoire de la Cohabitation de Munich : les

données

La période 1957-1969 est la phase centrale de ce qu'on a appelé le second franquisme. Elle verra l'institutionnalisation du régime du général Franco – jusqu'alors simple autocratie militaire et personnelle ; les forces politiques et syndicales de l'intérieur, en lutte contre la dictature, se dotent de structures formelles bien que clandestines, et gagnent, malgré la répression, une certaine visibilité politique ; commence l'ouverture économique vers l'extérieur et avec celle-ci une libéralisation modérée de l'économie espagnole ; le développement économique et ses plans successifs se transforment en objectif capital de la politique économique franquiste ; l'émigration et le tourisme rapprochent les us sociaux des Espagnols à ceux de leurs voisins européens.

Dans ces circonstances, l'Europe devient la seule perspective possible, aussi bien pour les politiques que pour la société civile espagnole. Ce qui explique que le franquisme, qui veut sortir de son ostracisme international, ait essayé pour cela de mettre en marche une stratégie de rapprochement avec le Marché Commun. De son côté, l'opposition démocratique, à l'exception du Parti Communiste et de ceux situés encore plus à gauche, considère que l'entrée dans l'Europe communautaire et le rétablissement de la démocratie sont indissociables, faisant de l'europhisme son cheval de bataille. L'Association Espagnole de Coopération Européenne (AECE), à Madrid, et la Ligue de Coopération Économique, à Barcelone, sont les cadres légaux qui soutiennent ses activités publiques à l'intérieur de l'Espagne. À l'extérieur, le Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen, présidé par Salvador de Madariaga, pilote les activités des forces démocratiques espagnoles en faveur de l'Europe, y compris celles en exil du Pays basque et de la Catalogne. Pour qu'elles convergent, Enrique Adroher-Gironella, au nom du Conseil Fédéral, et auteur de cette analyse pour la RECE, essaient de réunir les deux tendances en un seul acte. La « Première Semaine pour l'Europe » de Mallorca, réunie à cet effet, qui devait se tenir en mai 1960, est interdite au dernier moment par le général Camilo Alonso Vega, ministre du gouvernement alors en exercice. Le deuxième essai est un Colloque, en juin 1961, à Strasbourg, sous le patronage de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, annulé sous les pressions du gouvernement franquiste.

L'année 1962 est décisive pour le dénouement de ce processus : le 15 janvier, le Parlement européen approuve le rapport Birkelbach qui définit les conditions politiques nécessaires à l'entrée de n'importe quel pays dans la Communauté Économique Européenne ; le 9 février, le gouvernement franquiste, en les ignorant, sollicite l'adhésion de l'Espagne à la Communauté. Finalement, en juin, dans le cadre du IV^e Congrès international du

Mouvement européen qui se tient à Munich, 118 démocrates espagnols, dont 38 issus de l'exil et 80 de l'intérieur se réunissent les cinquième et sixième jours à l'Hôtel Regina Palace de cette ville. Les Espagnols venant de l'intérieur, dont le porte-parole est José María Gil Robles, s'opposent à une réunion avec ceux issus de l'exil destinée à débattre en commun des termes de la résolution à soumettre au Congrès ; ainsi est-il décidé de constituer deux commissions et de commencer à délibérer séparément. Mais la cordialité qui va bientôt s'installer chez les participants contribue à ce que de nombreux délégués collaborent sans distinction à l'une ou l'autre des commissions et que, lors de la réunion finale, tous soient présents et approuvent à l'unanimité la résolution.

Toutefois, pour parvenir à un tel accord, il était nécessaire de dépasser les différences relatives à la libre élection du régime politique (monarchie ou république) et à la forme d'organisation territoriale du futur État démocratique (unitaire ou fédéral). Sur ce deuxième point, il est possible d'arriver à une formule générique de compromis (« reconnaissance de la personnalité des différentes communautés nationales ») ; mais sur le premier point, les positions antagonistes paraissent inconciliables entre ceux qui proposent un plébiscite pour décider de la forme politique de l'État⁶ et ceux qui excluent la négociation de la reconnaissance préalable de la monarchie. Ce qui a pour conséquence d'échapper à toute décision concrète et de laisser le débat ouvert, par un recours à la formulation générique : « instauration d'institutions authentiquement représentatives et démocratiques ». Le 8 juin, le Congrès du Mouvement européen, malgré les démarches contraires du marquis de Valdeiglesias, émissaire spécial du gouvernement de la dictature, discute et approuve, par acclamation, la résolution des démocrates espagnols. Selon celle-ci, tout pays candidat à l'intégration européenne doit posséder des institutions démocratiques représentatives, condition que la future Espagne démocratique, symboliquement représentée par les 118 délégués espagnols présents, s'engage à accepter tout en réitérant sa volonté d'entrer dans la CEE. Ensuite, Salvador de Madariaga et José María Gil Robles commentent, soutenus par des ovations, le contenu de la résolution.

Munich, comme l'a indiqué Madariaga, suppose la fin de la guerre civile. La convergence vers un même futur des forces historiquement démocratiques de l'exil et des nouveaux démocrates de l'intérieur (dont beaucoup issus du franquisme politique ou social), cautionnée par les représentants des grands partis européens, représentait une alternative au franquisme qui ne pouvait qu'inquiéter le dictateur. Et de plus, les grèves de

6. Compte rendu réservé à la Commission Exécutive Nationale de l'ARDE dans *Archive du Gouvernement de la République Espagnole en Exil*.

février à Bilbao, Valence et Cartagena, et celles d'avril et de mai en Léon, dans les Asturies, en Catalogne et à Madrid constituaient un puissant résonateur populaire de cette alternative. Franco a réagi avec dureté. La suspension de l'article 14 du Droit coutumier espagnol lui a permis de condamner les candidats à l'exil ou à l'émigration, et une campagne de presse orchestrée par le ministre Arias Salgado a essayé de disqualifier le projet de Munich et ceux qui avaient participé à son élaboration. Mais la Cohabitation avait montré que les Espagnols étaient capables de débattre et de s'entendre librement, et s'étaient engagés à appuyer la candidature à la Communauté économique européenne de l'Espagne démocratique. L'acceptation unanime de cet engagement par une partie des forces démocratiques européennes a servi de naturalisation à l'alternative démocratique espagnole.

L'option négationniste

Dès le début, le franquisme mobilise tous ses moyens de communication pour discréditer la réunion de Munich, en affirmant qu'il s'agit d'une poignée de ratés et de traîtres sans prestige ni influence. La presse du Mouvement (nom désignant le parti unique) est la plus virulente. Le 9 juin 1962 déjà, Adolfo Muñoz Alonso, Directeur Général de Presse, remet à tous les journaux une chronique sur la réunion en question, due au journaliste français Marcel Niedergang (*France Soir* du 8 juin) avec obligation de publication, mais en la critiquant. Le journal *Arriba* suit ces instructions dans l'exaltation en qualifiant la rencontre de Munich de « cohabitation de la trahison ». Ce terme est utilisé unanimement par toute la presse franquiste et l'opposition démocratique, malgré une dénotation habituellement négative, finit, en réaction, par le reprendre et le faire sien.

La même publication phalangiste insiste le 10 juin sur l'insignifiance de la réunion dans un long article intitulé *Pelillos a la mar* (« Passer l'éponge sur les vétilles »). Dans la même veine, le périodique *Pueblo*, organe des syndicats officiels, publie le 12 juin 1962 un commentaire appelé *Cosas sabidas* (« Choses connues ») insistant sur l'inutilité de s'opposer à l'adhésion de l'Espagne à la Communauté économique européenne que le Gouvernement de Franco finit par solliciter et le journal monarchiste/franquiste ABC, qui représente une version légèrement atténuée de l'autocratie, en confirme la lecture réductionniste en écrivant le 13 juin « le soit disant *Pacte de Munich* offre peu, pour ne pas dire aucune, nouveauté. Le 10 juillet 1962, la même publication, sous la plume de son collaborateur Gonzalo Fernández de la Mora, un des idéologues les plus en vue du régime et par la suite ministre de Franco, réitère la même évaluation : « cette réunion, en elle-même de peu d'importance placée sous les auspices d'une association non gouvernementale, a reçu un écho lamentable et dispropor-

tionné... ».

Dans le clan adverse, cette position de rejet est confirmée tant par le Parti Communiste qui « réitère son opposition au Marché Commun, car il est contraire aux intérêts économiques et politiques de l'Espagne⁷ », que par la CNV⁸, et, en particulier, le Front de Libération populaire. Ce dernier se déclare « totalement étranger à la Réunion de Munich », malgré la participation de son secrétaire général Ignatio Fernandez de Castro, car elle représente « pour le régime de Franco, une tentative de sortie de type évolutif garantissant aux classes dominantes la jouissance assurée du pouvoir économique⁹ ». Fernandez de Castro reprend cette thèse dans son livre *Des Cortes de Cádiz au Plan de Développement*¹⁰ et procède à un rejet frontal de la Cohabitation basé sur trois arguments : Munich parie sur l'Europe, sur la démocratie parlementaire et représentative et sur le capitalisme de marché, en mettant ainsi fin à tout projet de transformation radicale ; Munich rejette la violence comme instrument du changement démocratique et accepte en revanche la violence imposée par la classe dominante espagnole ; Munich, avec sa réconciliation entre vainqueurs et vaincus, légitime et consolide le régime franquiste, en octroyant au parti des réfractaires et à ceux qui en sont issus, une acceptabilité politique, qui, combinée avec le pouvoir qu'ils détiennent, les rend irremplaçables.

La légitimation extérieure au processus, qui, comme nous l'avons déjà fait remarquer est décisive, est d'abord l'œuvre – pour ce qui est de la position négationniste – des historiens Raymond Carr et Juan Pablo Fusi¹¹ qui, dans leur livre *Espagne : de la dictature à la démocratie*, affirment que la réunion de Munich fut un événement sans importance, affectant à peine la vie politique espagnole de son temps. Dans la ligne de cette appréciation, ils réservent à l'événement neuf lignes de la page 66, neuf de la 218 et une de la 6, en considérant que ce bref traitement épuise le sujet. Ils affirment que l'unique conséquence en a été l'utilisation que fit Franco de la réunion pour renforcer plus encore son pouvoir, accréditant ainsi la thèse qui prévaut chez de nombreux historiens, sensibles presque exclusivement au pouvoir franquiste, selon laquelle l'insignifiance de l'opposition démocratique au franquisme et de ses actions, s'est traduite la plupart du temps par des

7. Déclaration du comité exécutif du Parti Communiste d'Espagne dans *l'Humanité* du 14 juin 1962.

8. Fédérica MONTSENY, « El Coloquio de Munich » dans *España Libre*, 6 juillet 1962.

9. Ignatio FERNANDEZ DE CASTRO et José MARTÍNEZ : *España hoy*, Paris, Ruedo Ibérico 1963, p. 248.

10. Ignatio FERNANDEZ DE CASTRO, *De las Cortes de Cádiz al Plan de Desarrollo*, Paris, Ruedo Ibérico 1968.

11. Raymond CARR et Juan Pablo FUSI : *España: de la dictadura a la democracia*, Editorial Planeta 1979.

réactions du gouvernement qui assuraient la pérennité du général Franco.

Le même parti est pris par Biescas et Tuñón de Lara, très proches de l'exil historique et par conséquent peu sensibles à l'opposition modérée intérieure. Dans leur livre *L'Espagne sous la dictature franquiste*¹², ils abondent dans le sens réductionniste, consacrant à la *Cohabitation* trois pages et demie. Ils la présentent de plus de manière aussi inexacte qu'incohérente, comme une réponse de l'opposition à une initiative de Franco. Celle-ci aurait consisté dans une concentration des anciens sous-lieutenants provisoires de la guerre civile, qui avait eu lieu à Garabitas, près de Madrid, où le Dictateur, pour montrer que le Régime restait plus fort que jamais, s'était prononcé dans des termes et avec une violence qu'il paraissait avoir définitivement abandonnés. La « réplique à la stratégie de Garabitas », défendue par ces historiens, attribue à Munich un rôle secondaire et tout à fait mineur, à la traîne du franquisme qui lui confère son sens et sa portée.

L'option pro-monarchiste

Considérer la réunion de Munich comme un non-événement laissait la place libre à la construction de tout autre type de mémoire. Les monarchistes ont occupé dès les premiers moments le territoire disponible, complètement. Leur agent principal fut Joaquín Satrustegui, fondateur de l'Union Espagnole, accompagné à Munich par les principaux chefs de cette organisation monarchiste. Satrustegui, au soir du sixième jour - lorsque l'accord était déjà conclu quant à ne pas décider immédiatement du système destiné à déterminer la forme politique de l'État - a présenté devant un grand nombre de participants les raisons qui poussaient l'Union Espagnole à défendre dans la monarchie, l'instrument le plus adéquat à la transition et à l'appui du système démocratique. Dans son long discours¹³, faisant fi de ce que la question de la monarchie ou de la république était juste laissée en suspens, il a affirmé catégoriquement « que la Monarchie s'imposera, car elle compte profondément sur l'appui diffus et presque instinctif de l'ensemble de la nation qui ne voit la possibilité d'aucune autre formule pour le futur... puisque c'est la seule apte à résoudre les deux problèmes fondamentaux : dépasser la guerre civile et s'intégrer à l'Europe ». Pour ces raisons, ajoute Satrustegui, les monarchistes démocrates s'opposent à toute forme

12. José Antonio BIESCAS et Manuel TUÑÓN DE LARA : *España bajo la dictadura franquista*, Editorial Labor 1980.

13. Transcrit par la suite par l'orateur lui-même et publié en Uruguay en 1964 sous le titre *Hacia la solución nacional* par le groupe *Españoles en América* dans la collection *Documentos de Unión Española*.

de plébiscite préalable, qui rendrait problématique la restauration monarchiste et compliquerait ou retarderait inutilement le passage à la démocratie. Un long débat avec les représentants républicains de l'exil ouvrit la voie à la thèse de la valeur objectivement démocratique de la monarchie. Une deuxième réunion à l'Hôtel Regina, dans la soirée du 8 juin, après la fin de la réunion, a donné aux membres de l'Union Espagnole une nouvelle opportunité de marteler leur choix de l'option monarchiste, appuyés en l'occurrence par différentes personnalités de l'intérieur, dont deux dirigeants aussi remarquables que José María Gil Robles et Dionisio Ridruejo. Il convient de rappeler que la quasi-totalité de la délégation intérieure était monarchiste, par conviction (comme les démocrates chrétiens Fernando Alvarez de Miranda, Iñigo Cavero, etc.) ou par tactique (comme les amis de Tierno Galván, ceux de Dionisio Ridruejo et les socialistes de l'intérieur qui sont allés à Munich) et que cette unanimité a fortement influencé ceux qui venaient de l'exil.

Cependant, les forces historiques de l'exil sont restées attachées à l'hypothèse d'un gouvernement provisoire avec un plébiscite préalable, position maintenue historiquement jusqu'à maintenant. Ainsi, Javier Flores, qui a fait partie de la cohabitation comme délégué du parti Action Républicaine Démocratique Espagnole rappelle, dans son intervention¹⁴ aux « Journées d'étude sur la signification historique du IV^e Congrès du Mouvement Européen », que les républicains n'ont jamais renoncé au principe qui veut que le peuple espagnol décide entre la monarchie et la république et que la formule trouvée à Munich ne suppose pas dans l'absolu la renonciation aux principes et doctrine auxquels ils sont restés absolument fidèles jusqu'à présent.

Toutefois, ces résistances n'ont pas empêché l'option monarchiste de s'imposer de manière absolue dans la construction de la mémoire de la cohabitation, dans ce cas également grâce à l'intervention d'instances de légitimation extérieures au processus, que Charles Powell représente de manière paradigmatique. Pour le collaborateur du Prof. Raymond Carr, la monarchie assume à Munich la fonction d'axe essentiel de transition vers la démocratie et dès lors conserve ce rôle jusqu'aux premières élections générales de juin 1977, c'est-à-dire jusqu'à la fin du processus. Une fonction que Powell explique et justifie en reprenant presque littéralement les arguments que les monarchistes espagnols ont brandis à Munich, et que nous avons reproduits plus haut, mais en y ajoutant un commentaire du plus grand intérêt. Pour lui, même si les monarchistes ont rejeté explicitement toute forme de plébiscite

14. Journées célébrées au Sénat espagnol le 22 juin 1987 et dont le contenu fut recueilli dans le livre *Cuando la transición se hizo posible*, œuvre collective coordonnée par Joaquín SATRUSTEGUI, Fernando ÁLVAREZ DE MIRANDA, Fernando BAEZA, Carlos María BRU, Jaime MIRALLES et Antonio MORENO, Tecnos 1993.

direct sur la forme de gouvernement, ils ont en revanche accepté la voie du référendum constitutionnel pour la déterminer. Ce qui veut dire qu'ils excluaient que l'on puisse voter oui ou non pour la monarchie, mais ont admis que le contenu de cette décision soit annexé au texte d'une Constitution consacrant son existence et ses modalités d'opération. Powell insiste sur l'importance qu'a eu ce mécanisme indirect de légitimation populaire de la monarchie dans l'institution de la démocratie, comme preuve de ce que l'approbation de la Loi de Succession, confirmant en même temps la monarchie et le monarque, ne se fait pas par les Cortes, mais grâce au référendum de décembre 1976. Celui-ci donnera son premier aval démocratique au processus d'auto-transformation du régime franquiste, définitivement ratifié par l'intermédiaire du référendum constitutionnel de 1978.

Or, si la mémoire collective de la cohabitation et de la transition est univoque dans les deux cas en ce qui concerne le rôle de la monarchie, elle ne l'est pas pour la personne du monarque. Et ne l'est pas, non plus, quant à la position ambiguë de Don Juan de Bourbon, héritier de la couronne, sur la Réunion de Munich, illustrée très clairement par la déclaration de son Conseil Privé¹⁵ qui rejette toute relation du prétendant avec Munich et exclut de ce Conseil tous ceux qui auraient participé à la cohabitation. Ce fut le cas de José María Gil Robles qui démissionna vite de son poste de conseiller.

Cette attitude de Don Juan que les monarchistes de Munich ont essayé de minimiser et de justifier en l'attribuant à un manque d'information (Don Juan était en train de naviguer à cette date au bord du yacht *Saltillo*) et à la pression qu'avait exercée sur lui José María Pemán et Alfonso García Valdecasas, président et secrétaire général dudit conseil, a été critiquée sévèrement par les différents biographes du prétendant. Luis María Anson¹⁶ déplore la note du Conseil qu'il juge « indigne de Don Juan » et Rafael Borrás¹⁷ souligne que Don Juan, qui se manifestait toujours comme le « Roi de tous les Espagnols », loin de se saisir de l'opportunité que la cohabitation lui accordait pour se hisser à cette position, préfère prendre ses distances en s'alignant sur le « franquisme sociologique » qui prévaut dans son Conseil. Cette volonté de ne pas couper les ponts avec le régime de Franco et d'éviter, à de rares occasions près, l'affrontement direct avec lui, refait surface de nouveau au moment décisif de la transition, lorsque Don Juan refuse de dénoncer la continuité politique représentée par Juan

15. Bulletin du Secrétariat privé du Comte de Barcelone, n° 6, Juin 1962. Note remise à la presse avec caractère officiel.

16. Luis María ANSON, *D. Juan de Borbón*, Madrid, Plaza y Janés Editores 1994, p. 338 ss.

17. Rafael BORRÁS BETRÍN, *El Rey de los Rojos – D. Juan de Borbón una figura tergiversada*, Barcelone, Éditions « Los Libros de Abril » 1996, p. 226 ss.

Carlos et refuse de s'approcher, même indirectement, de la Junte Démocratique, qui regroupe une partie importante des forces démocratiques, y compris le Parti Communiste.

Cette ambivalence « juaniste », n'est pas due à des nécessités quotidiennes de survie (Don Juan a été aidé économiquement, et en permanence, par le Gouvernement de Franco) ni à l'influence de son contexte le plus immédiat (Sáinz Rodríguez, Pemán, etc.) où tout le monde appartenait au milieu du franquisme d'origine (celui du soulèvement militaire), mais au caractère contradictoire du propos monarchiste de Don Juan qui se voulait démocratique, mais dans une stricte continuité avec la société franquiste. Une contradiction qui provient non seulement de la volonté de Don Juan, mais, comme nous l'avons déjà remarqué, de la parenté, de l'identification de la monarchie avec le pouvoir social, que Powell¹⁸ perçoit très clairement lorsqu'il écrit : « Je voudrais insister sur le fait que la solution monarchiste est par elle-même réformatrice, dans le sens où elle rend inviable la tenue d'un plébiscite sur la forme de l'État, exigence qui a été présentée ensuite (sans succès) par les plates-formes unitaires successives... ». Mais cet objectif de l'auto-transformation sera finalement désigné également par les forces les plus dynamiques de l'Espagne de Franco qui vont élire Juan Carlos exécutif. Les constructeurs de la mémoire de la transition vont travailler dans ce sens en situant symboliquement l'opération dix ans avant qu'elle ne se soit passée effectivement. En effet, en s'appuyant sur le mariage de Juan Carlos à Athènes trois semaines avant la cohabitation et sur le mépris qui lui est réservé par les moyens d'information franquistes, qui vont jusqu'à parler du *scandale d'Athènes*, les historiens pro-monarchistes anticipent l'hypothèse *juancarliste*. Ainsi Powell note que, même si « les monarchistes pensaient que le titulaire de la future monarchie serait Don Juan... bon nombre d'entre eux finirent par être présents à Athènes au mariage de Juan Carlos avec la princesse Sofia, qui ouvrait d'autres perspectives pour le futur¹⁹ ».

Javier Tusell conclut dans le même sens son analyse de la cohabitation aux Journées d'étude du Sénat en 1987²⁰, précédemment évoquées, en désignant rétrospectivement ce que la réunion de Munich a signifié pour Juan Carlos : « Le soi-disant scandale d'Athènes, la Monarchie de Don Juan Carlos, me paraît à partir de 1976, avoir annexé substantiellement le programme de la prétendue farce de Munich ». Or, pour que l'héritier naturel de Munich soit Juan Carlos, il est nécessaire de déposséder ses promoteurs et protagonistes de la paternité de l'opération, ce qui s'opère à travers le mécanisme mentionné précédemment de

18. Charles POWELL, dans *Cuando la transición se hizo posible*, op. cit., p. 24 ss.

19. POWELL, op. cit., p. 26.

20. Javier TUSELL dans *Cuando la transición se hizo posible*, op. cit., p. 37.

sélection et de symbolisation des faits compatibles avec l'objectif recherché et par l'occultation et l'ensevelissement de tous les autres.

Toutefois, la légitimation démocratique de la monarchie juan-carliste ne peut lui être échue d'elle-même, pas plus que couverte par les partis démocratiques historiquement liés à la République. C'est pourquoi on aura recours en cette instance à la construction de la mémoire, à la capacité de légitimation rétroactive qu'ont les grandes institutions du nouvel État démocratique et à ceux qui y ont occupé ou occupent des positions importantes. C'est la raison pour laquelle les deux principales célébrations officielles de la cohabitation, celle du XXV^e anniversaire de 1987 et celle du XL^e anniversaire de juin 2002, ont eu lieu respectivement au Sénat et au Centre d'Études Politiques et Constitutionnelles, assigné au Sénat, et qu'il y a, en plus de la Présidente du Centre et du Président du Mouvement Européen en Espagne, MM. Fernando Álvarez de Miranda, comme ex-président du Congrès des Députés, José Federico de Carvajal, comme président du Sénat, Iñigo Cavero, comme Président du Conseil d'État, Fernando Baeza, comme Ambassadeur d'Espagne et Joan Casals, comme ex-député aux Cortes. Les représentants de la République, du Gouvernement basque en exil, de la Catalogne, de toutes les forces détentrices de légitimité démocratique, doivent être niées non tant dans le présent, car leur absence y est patente, que dans leur existence passée. Il n'a existé que ce qui existe aujourd'hui. La mémoire de la transition n'est que la mémoire des vainqueurs de la guerre civile, qui furent aussi ceux de la Transition elle-même.

José VIDAL-BENEYTO.
(Université Complutense de Madrid.)

Traduit de l'espagnol par Daniel Arapu.